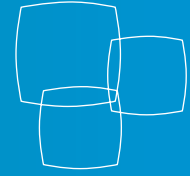




## Deuxième trimestre de 2013

# LE MONITEUR DU CAPITAL DE RISQUE



MISE À JOUR TRIMESTRIELLE SUR L'INDUSTRIE CANADIENNE DU CAPITAL DE RISQUE

[www.ic.gc.ca/moniteurcr](http://www.ic.gc.ca/moniteurcr)

Cette publication par la Direction générale de la petite entreprise fournit de l'information à jour sur l'industrie du capital de risque au Canada. La série fait état des tendances au chapitre de l'investissement, rend compte de la recherche d'actualité et examine les principales grappes technologiques où il y a investissement.

## Introduction

Le présent numéro traite des activités observées au cours du deuxième trimestre (T2) de 2013 en matière d'investissements en capital de risque et de mobilisation de fonds au Canada. Il décrit également les récentes activités du gouvernement fédéral sur le marché du capital de risque.

## Aperçu des activités en matière de capital de risque

### Investissement et mobilisation de fonds

#### Légère baisse des investissements d'une année à l'autre au cours du T2 de 2013

Les investissements en capital de risque dans les entreprises canadiennes sont demeurés relativement stables d'une année à l'autre. Au cours du T2 de 2013, 485 millions de dollars ont été investis dans le marché, ce qui constitue une baisse de 3 % par rapport aux 500 millions de dollars investis au cours de la même période l'année dernière (tableau 1). Il est intéressant de noter que la valeur moyenne des transactions a beaucoup augmenté, s'établissant à environ 4,4 millions de dollars par transaction, par rapport à seulement 3,5 millions de dollars par transaction durant le T2 de 2012. Signalons aussi que les investissements en capital de risque étaient répartis de façon plus homogène entre les divers secteurs au T2 de 2013 comparativement à la même période l'année dernière, lorsque près de 63 % des transactions visaient des entreprises dans le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC).

Les activités canadiennes de mobilisation de fonds, contrairement aux niveaux d'investissement, ont chuté pour le quatrième trimestre consécutif. En effet, les nouveaux capitaux engagés dans les fonds de capital de risque ont totalisé seulement 297 millions de dollars, soit 62 % de moins que le montant engagé durant la même

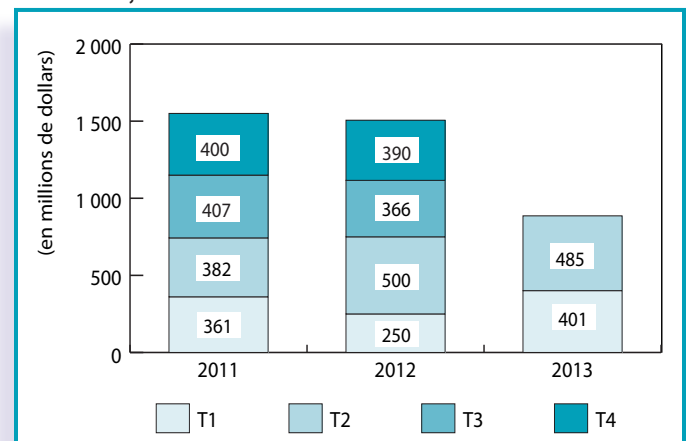
période l'année dernière (figure 1). À la fin de la première moitié de 2013, la mobilisation de fonds en capital de risque national a atteint 678 millions de dollars, soit moins de la moitié du montant du 1,5 milliard de dollars mobilisé à la même période l'année dernière. Parmi les capitaux mobilisés à ce jour, plus de 53 % sont attribuables aux fonds en capital de risque de détail.

**Tableau 1 : Investissement en capital de risque et mobilisation de fonds, deuxièmes trimestres de 2012 et de 2013**

	T2 de 2012	T2 de 2013	Variation en %
	(en millions de dollars)		
<b>Investissement</b>	500	485	-3
<b>Mobilisation de fonds</b>	481	297	-62

Source : Thomson Reuters Canada, 2013.

**Figure 1 : Investissement en capital de risque par trimestre, de 2011 à 2013**



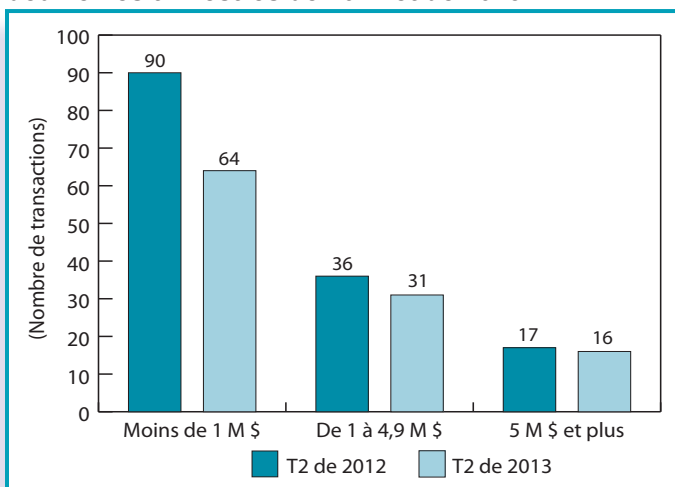
Source : Thomson Reuters Canada, 2013.

## Valeur des transactions

### La valeur moyenne des transactions a grimpé considérablement au T2 de 2013

Au cours du deuxième trimestre de 2013, le nombre de transactions réalisées a baissé, pour passer à 32 transactions de moins qu'à la même période l'année dernière. Malgré cette baisse, les niveaux des investissements ont chuté de seulement 15 millions de dollars, en raison de la valeur moyenne plus importante des transactions au T2 de 2013. Bien que la plus importante baisse du nombre de transactions ait eu lieu dans la catégorie des transactions de moins de 1 million de dollars, on a également observé une légère baisse du nombre de transactions dans la catégorie des transactions de 1 à 4,9 millions de dollars et dans la catégorie des transactions de 5 millions de dollars et plus (figure 2). Les transactions d'une valeur supérieure à la valeur moyenne observée durant le trimestre tirent leur origine de plusieurs transactions importantes en matière de capital de risque réalisées entre avril et juin, notamment le financement de 50 millions de dollars accordé à Enerkem Inc, une société montréalaise du secteur des technologies propres.

**Figure 2 : Répartition des investissements en capital de risque selon la valeur des transactions, deuxièmes trimestres de 2012 et de 2013**



Source : Thomson Reuters Canada, 2013.

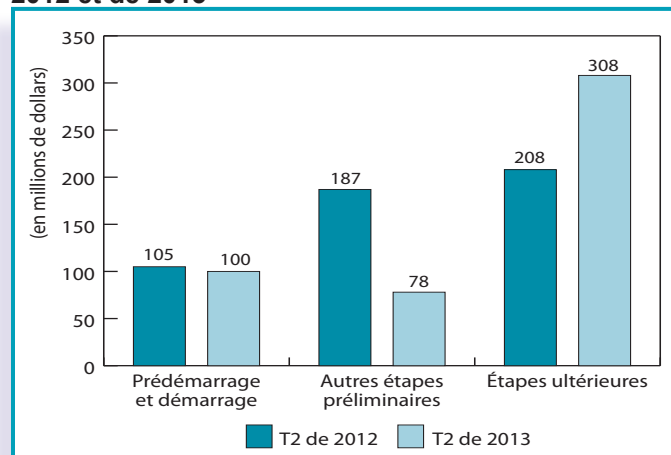
## Étapes du développement

### Hausse de la valeur des investissements dans les entreprises qui sont aux étapes ultérieures de leur développement

Les investissements dans les entreprises en prédémarrage et en démarrage sont demeurés relativement stables au cours du T2 de 2013, affichant une baisse de seulement 5 millions de dollars par rapport au T2 de 2012, même si huit entreprises de moins ont reçu du financement (figure 3). Les entreprises aux autres étapes préliminaires

de leur développement ont attiré 109 millions de dollars de moins qu'au cours de la même période l'année dernière. Cependant, cette baisse a été largement compensée par la croissance des investissements dans les entreprises se trouvant aux étapes ultérieures de leur développement, qui ont attiré, pour leur part, 100 millions de dollars de plus qu'au cours de la même période l'année dernière. En raison de ces tendances, les investissements dans les entreprises aux étapes ultérieures de leur développement ont représenté près de 63 % de tous les fonds investis dans les entreprises durant le trimestre.

**Figure 3 : Investissements en capital de risque selon l'étape du développement, deuxièmes trimestres de 2012 et de 2013**



Source : Thomson Reuters Canada, 2013.

## Nouveaux investissements et investissements subséquents

### Baisse des nouveaux investissements réalisés pour la première fois au cours du T2 de 2013

Des 112 transactions réalisées au cours du trimestre, 49 constituaient de nouveaux investissements réalisés pour la première fois dans des entreprises et 63, des investissements subséquents (tableau 2). Les 49 nouvelles transactions réalisées au T2 de 2013, dont la plupart visaient des entreprises en prédémarrage et en démarrage, avaient une valeur de 110 millions de dollars. Malgré la croissance des nouvelles transactions dans les entreprises en prédémarrage et aux étapes ultérieures de leur développement, les investissements dans les entreprises à d'autres étapes préliminaires de leur développement ont enregistré une baisse considérable, puisque seulement trois entreprises de cette catégorie ont obtenu un financement au T2 de 2013.

**Tableau 2 : Nombre d'entreprises qui ont bénéficié de nouveaux investissements et d'investissements subséquents, du deuxième trimestre de 2012 au deuxième trimestre de 2013**

Total des investissements		T2 de 2012	T3 de 2012	T4 de 2012	T1 de 2013	T2 de 2013
Nouveaux	Prédémarrage et démarrage	38	22	37	29	30
	Autres étapes préliminaires	19	4	11	20	3
	Étapes ultérieures	11	8	7	12	16
	<b>Toutes les étapes</b>	<b>68</b>	<b>34</b>	<b>55</b>	<b>61</b>	<b>49</b>
Subséquents	Prédémarrage et démarrage	18	8	12	9	18
	Autres étapes préliminaires	33	25	31	23	20
	Étapes ultérieures	24	21	23	31	25
	<b>Toutes les étapes</b>	<b>75</b>	<b>54</b>	<b>66</b>	<b>63</b>	<b>63</b>
<b>Total</b>		<b>143</b>	<b>88</b>	<b>121</b>	<b>124</b>	<b>112</b>

Source : Thomson Reuters Canada, 2013.

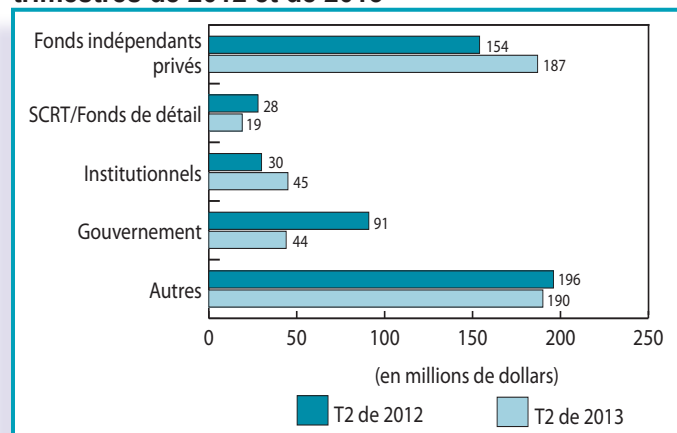
Les investissements subséquents ont chuté légèrement d'une année à l'autre, avec 63 transactions (d'une valeur de 375 millions de dollars) réalisées au cours du trimestre comparativement à 75 transactions durant la même période l'année dernière. Comme il fallait s'y attendre, la plupart des activités en matière d'investissements subséquents visaient des entreprises situées aux étapes ultérieures de leur développement, ces entreprises ayant attiré 245 millions de dollars ou 51 % de l'ensemble des fonds en capital de risque investis durant le trimestre.

## Type d'investisseur

### Augmentation des investissements parmi les fonds indépendants privés de capital de risque

Les fonds indépendants privés, les fonds institutionnels et d'autres fonds du secteur privé (comme les fonds de fondations et les fonds de pension) ont représenté une somme combinée de 380 millions de dollars, ou 78 % de tous les fonds investis dans le marché canadien (figure 4). De ce montant, 136 millions de dollars provenaient de sources établies au Canada, alors que les 244 millions de dollars restants provenaient d'investisseurs étrangers. Le montant de 244 millions de dollars investi par des investisseurs étrangers représente une hausse de 64 % par rapport au montant de 149 millions de dollars investi au cours de la même période l'année dernière.

**Figure 4 : Répartition des investissements en capital de risque selon le type d'investisseur, deuxièmes trimestres de 2012 et de 2013**



Source : Thomson Reuters Canada, 2013.

Les 105 millions de dollars restants investis dans le marché au deuxième trimestre de 2013 provenaient d'autres sources canadiennes. Ils comprennent entre autres un montant de 44 millions de dollars de sources gouvernementales, ce qui représente une baisse de 91 millions de dollars par rapport au T2 de 2012. Les investissements par les sociétés à capital de risque de travailleurs (SCRT) et les fonds de détail ont aussi enregistré de faibles résultats au cours du trimestre, ces sources n'ayant contribué que 19 millions de dollars au marché au cours du trimestre, ce qui maintient la tendance en matière d'investissement des SCRT au cours des dernières années.

## Mobilisation de fonds

### Baisse de la mobilisation de fonds en capital de risque pour le quatrième trimestre consécutif

Les activités canadiennes en matière de mobilisation de fonds en capital de risque, contrairement aux niveaux d'investissement, ont reculé pour le quatrième trimestre consécutif. En effet, les nouveaux capitaux engagés dans les fonds de capital de risque n'ont totalisé que 297 millions de dollars au cours du T2 de 2013, ou 62 % de moins qu'au cours de la même période l'an dernier. Durant la première moitié de 2013, les fonds de capital de risque nationaux ont rapporté 678 millions de dollars, soit moins de la moitié du montant du 1,5 milliard de dollars recueilli à la même période l'an dernier. Parmi les capitaux mobilisés jusqu'à présent en 2013, plus de 53 % sont attribuables à des fonds de capital de risque de détail. On prévoit au cours des prochains mois une hausse des activités de mobilisation de fonds menées par les fonds de capital de risque privés indépendants, après l'annonce de certains éléments du Plan d'action sur le capital de risque du gouvernement fédéral.

## Répartition régionale

### Plus de la moitié des investissements canadiens en capital de risque ont été réalisés au Québec durant le T2 de 2013

Pour le deuxième trimestre consécutif, la croissance des investissements canadiens en capital de risque a surtout touché les entreprises du Québec. En effet, les entreprises établies au Québec ont attiré 244 millions de dollars dans le cadre de 53 transactions conclues au cours du trimestre, ce qui représente plus de deux fois les 98 millions de dollars investis dans des entreprises établies au Québec au cours du T2 de 2012 (figure 5). Il s'agit du résultat d'une croissance importante de la valeur moyenne des transactions, valeur qui a augmenté d'environ deux fois et demie, pour passer de 1,9 million de dollars au T2 de 2012 à près de 4,6 millions de dollars au T2 de 2013. Par conséquent, les entreprises québécoises ont attiré un peu plus de la moitié du total des fonds de capital de risque investis dans les entreprises canadiennes durant le trimestre.

L'autre moitié du total des fonds de capital de risque au Canada a surtout été investie dans des entreprises de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, qui ont attiré respectivement 153 millions de dollars et 53 millions de dollars. Ces chiffres représentent une légère baisse des investissements d'une année à l'autre dans des entreprises de l'Ontario, où les investissements se chiffrent à 153 millions de dollars dans 35 entreprises par rapport aux 200 millions de dollars investis dans 49 entreprises durant

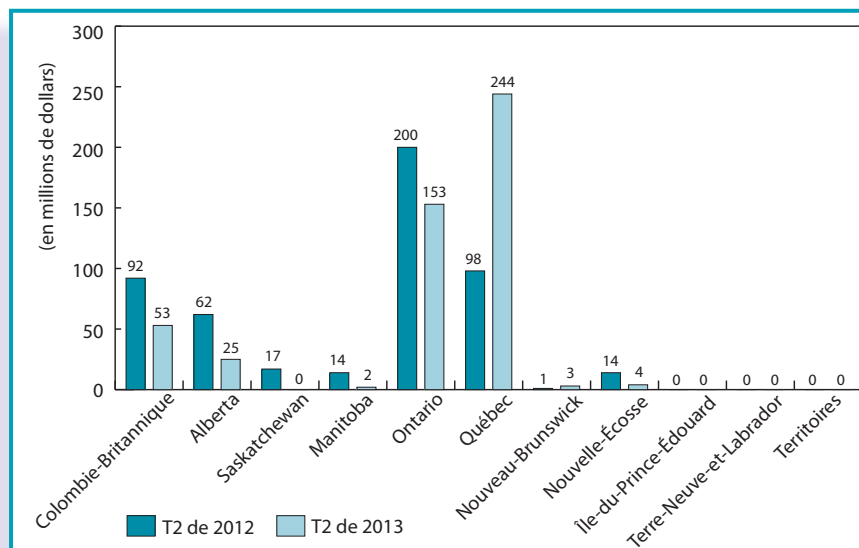
la même période l'année dernière (tableau 3). Pratiquement toutes les provinces, à l'exception du Québec, ont connu une baisse notable des niveaux des investissements; la Colombie-Britannique, l'Alberta, le Manitoba et la Saskatchewan ont également affiché de fortes baisses sur le plan des montants des investissements attirés au cours du T2 de 2013.

**Tableau 3 : Nombre d'entreprises recevant du capital de risque par province, deuxièmes trimestres de 2012 et de 2013**

Province	T2 de 2012	T2 de 2013	Variation en %
Colombie-Britannique	17	11	-35
Alberta	5	7	40
Saskatchewan	4	0	-100
Manitoba	2	1	-50
Ontario	49	35	-29
Québec	52	53	2
Nouveau-Brunswick	3	3	0
Nouvelle-Écosse	10	2	s.o.
Île-du-Prince-Édouard	0	0	s.o.
Terre-Neuve-et-Labrador	0	0	s.o.
Territoires	0	0	s.o.

Source : Thomson Reuters Canada, 2013.

**Figure 5 : Répartition régionale des investissements en capital de risque au Canada, deuxièmes trimestres de 2012 et de 2013**



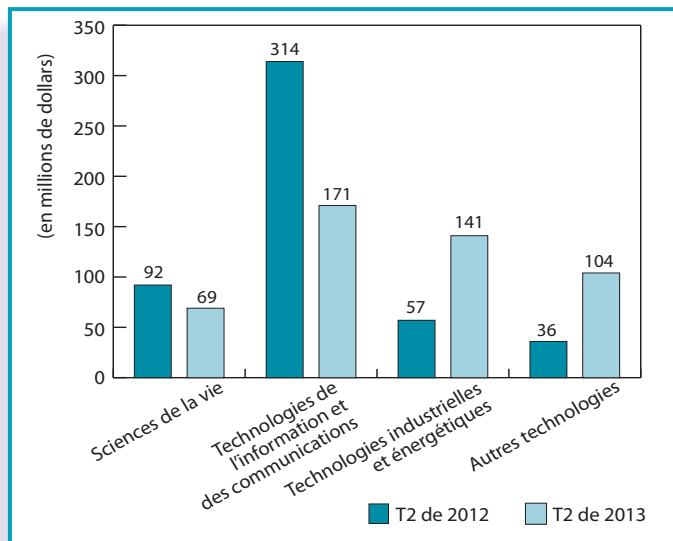
Source : Thomson Reuters Canada, 2013.

## Répartition selon le secteur d'activité

### Forte concentration du capital de risque au Canada dans le secteur des technologies énergétiques et environnementales au cours du T2 de 2013

En raison des modifications apportées à la façon dont Thomson Reuters Canada déclare ses données, les entreprises œuvrant dans le secteur des technologies propres et des énergies de remplacement sont maintenant classées dans la catégorie des entreprises du secteur des technologies industrielles et énergétiques. Les entreprises de cette catégorie ont stimulé des investissements dans le marché canadien du capital de risque au cours du T2 de 2013, comme en témoignent les 27 entreprises de ce secteur qui ont attiré près de 141 millions de dollars (figure 6). Il s'agit là d'un des plus forts trimestres de tous les temps pour le secteur des technologies industrielles et énergétiques, surtout grâce à une nouvelle ronde de financement dans la société montréalaise, Enerkem Inc.

**Figure 6 : Investissement en capital de risque selon le secteur d'activité, deuxièmes trimestres de 2012 et de 2013**



Source : Thomson Reuters Canada, 2013.

Les investissements dans les entreprises du secteur des TIC ont considérablement baissé, comme en témoignent les 171 millions de dollars investis dans le secteur au cours du T2 de 2013 par rapport aux 314 millions de dollars investis au T2 de 2012. Ce montant est inférieur à celui auquel on s'attend des entreprises du secteur des TIC, considérant qu'elles représentent généralement près de la moitié des investissements en capital de risque durant un trimestre donné. Toutefois, la croissance des investissements dans le secteur des technologies industrielles et énergétiques, ainsi que d'autres investissements en capital de risque, ont suffi pour compenser le manque à gagner du secteur des TIC au cours du trimestre.

## Activités gouvernementales

### Activités de la Banque de développement du Canada

Au cours du T2 de 2013, la Banque de développement du Canada (BDC) a pris des engagements en matière de capital de risque totalisant 12,2 millions de dollars au profit de 19 entreprises (tableau 4). Ces investissements ont totalisé 14,4 millions de dollars si on inclut les contributions des co-investisseurs. En outre, la BDC a investi un total de 5 millions de dollars dans des fonds indépendants privés. Les co-investisseurs ont investi des sommes équivalentes dans ces fonds, pour un total de 5 millions de dollars.

**Tableau 4 : Activités de la BDC en matière de capital de risque, au deuxième trimestre de 2013**

	BDC	Co-investisseurs	Total	Nombre de transactions
	(en millions de dollars)			
Prédémarrage et démarrage	6,4	7,9	14,3	14
Développement	3,8	5,7	9,5	3
Étapes ultérieures	2,0	0,8	2,8	2
<b>Total</b>	<b>12,2</b>	<b>14,4</b>	<b>26,6</b>	<b>19</b>

Source : Banque du développement du Canada, 2013.

### Annnonce du Plan d'action sur le capital de risque

Au terme d'une évaluation exhaustive effectuée par le groupe d'experts chargé de fournir des conseils et des recommandations au sujet du Plan d'action sur le capital de risque (PACR), quatre fonds de capital de risque à rendement élevé ont été retenus et bénéficieront d'investissements dans le cadre du PACR. L'annonce a été faite le 20 septembre 2013 par l'honorable Jim Flaherty, ministre des Finances. Chaque fonds retenu a affiché de solides résultats d'investissement, assortis d'objectifs qui correspondent à ceux du PACR.

Les fonds retenus bénéficieront des investissements suivants :

- 15 millions de dollars dans le fonds *Summerhill Ventures II*, axé sur les possibilités d'investissement dans le secteur des technologies de l'information et des communications;
- 15 millions de dollars dans le fonds *CTI Life Sciences II*, axé sur les possibilités d'investissement dans le secteur des sciences de la vie;
- 10 millions de dollars dans le fonds *Real Ventures III*, axé sur les possibilités d'investissement dans le secteur des technologies de l'information et des communications;



- 10 millions de dollars dans le fonds *Lumira Capital II*, axé sur les possibilités d'investissement dans le secteur des sciences de la vie.

Les investissements du gouvernement canadien dans les quatre fonds de capital de risque à rendement élevé sont subordonnés à des négociations satisfaisantes avec les gestionnaires des fonds sélectionnés. Il s'agit de la plus récente étape du PACR, lequel consiste en une stratégie de 400 millions de dollars lancée en janvier en vue de favoriser la croissance des investissements de capital de risque du secteur privé pour créer des emplois et stimuler la croissance et la prospérité à long terme. Le gouvernement continue de faire progresser d'autres éléments-clés du PACR, y compris l'établissement de quatre grands fonds de fonds nationaux dirigés par le secteur privé.

### **Lancement du Programme canadien des accélérateurs et des incubateurs**

Le 23 septembre 2013, le Conseil national de recherches du Canada, par l'intermédiaire du Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI-CNRC), a publié une demande de propositions dans le cadre du Programme canadien des accélérateurs et des incubateurs (PCAI) afin d'obtenir des offres de soutien financier de la part des incubateurs et des accélérateurs d'entreprises de premier plan au Canada. Le PCAI représente pour le gouvernement du Canada un important investissement visant à appuyer la croissance et le développement d'entreprises prometteuses et d'entreprises en démarrage.

Les contributions financières du programme appuieront les activités nouvelles ou supplémentaires d'incubateurs et d'accélérateurs exceptionnels et à fort potentiel qui favorisent : le développement d'entreprises en démarrage qui sont en mesure de tirer parti des investissements; l'amélioration de l'éventail, de l'accessibilité et de la qualité des services offerts aux entreprises innovatrices en démarrage, par exemple les services de mentorat et d'élaboration d'un plan d'affaires; le renforcement des réseaux d'entrepreneurs qui mettent les organisations bénéficiaires en contact avec d'autres importantes organisations axées sur l'innovation au Canada et à l'échelle internationale.

## Notes

---

La présente publication fait partie d'une série de documents publiés par la Direction générale de la petite entreprise. Cette direction analyse le marché financier et l'incidence des tendances observées sur l'accès des petites entreprises au financement.

Pour faire partie de la liste d'envoi de parution en ligne des publications de la Direction générale de la petite entreprise, veuillez vous abonner à : [www.ic.gc.ca/recherchePME/abonnement](http://www.ic.gc.ca/recherchePME/abonnement).

Pour toute question concernant le contenu, veuillez communiquer par courriel à : [MoniteurCR-VCMonitor@ic.gc.ca](mailto:MoniteurCR-VCMonitor@ic.gc.ca).

## Information sur le droit d'auteur

---

Cette publication est également offerte par voie électronique en version HTML ([www.ic.gc.ca/moniteurcr](http://www.ic.gc.ca/moniteurcr)).

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles (braille et gros caractères), sur demande.

Communiquer avec les :

Direction générale des communications et du marketing  
Industrie Canada

Courriel : [CMB-Multimedia-DGCM@ic.gc.ca](mailto:CMB-Multimedia-DGCM@ic.gc.ca)

### Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à : [droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca).

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

ISSN 1911-9275

Also available in English under the title *Venture Capital Monitor—Q2 2013*.